Mécanisme de Soutien SWIM - Horizon 2020

Œuvrons pour une Méditerranée durable, Prenons soin de notre avenir.

Contribution à l'élaboration du Plan de Gestion Intégrée des Zones Côtières de la Région de Rabat-Salé-Kenitra

Diagnostic des zones côtières de la région de Rabat-Salé-Kenitra

Présenté par:

MARIA SNOUSSI , Professeur UM5

Mécanisme de Soutien SWIM-Horizon 2020, Titre de la réunion

17-18 septembre 2018, Rabat, Maroc

Ce projet est financé par l'Union européenne

Plan

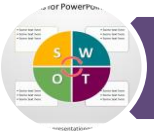
INTRODUCTION

POTENTIALITES ET RESSOURCES NATURELLES DU LITTORAL DE LA REGION RSK

FORCES MOTRICES ET ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES

PROBLEMATIQUES ET CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

POLITIQUES ET EFFORTS DEPLOYES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DU LITTORAL DE LA REGION



ANALYSE SWOT DU LITTORAL DE LA REGION RSK

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

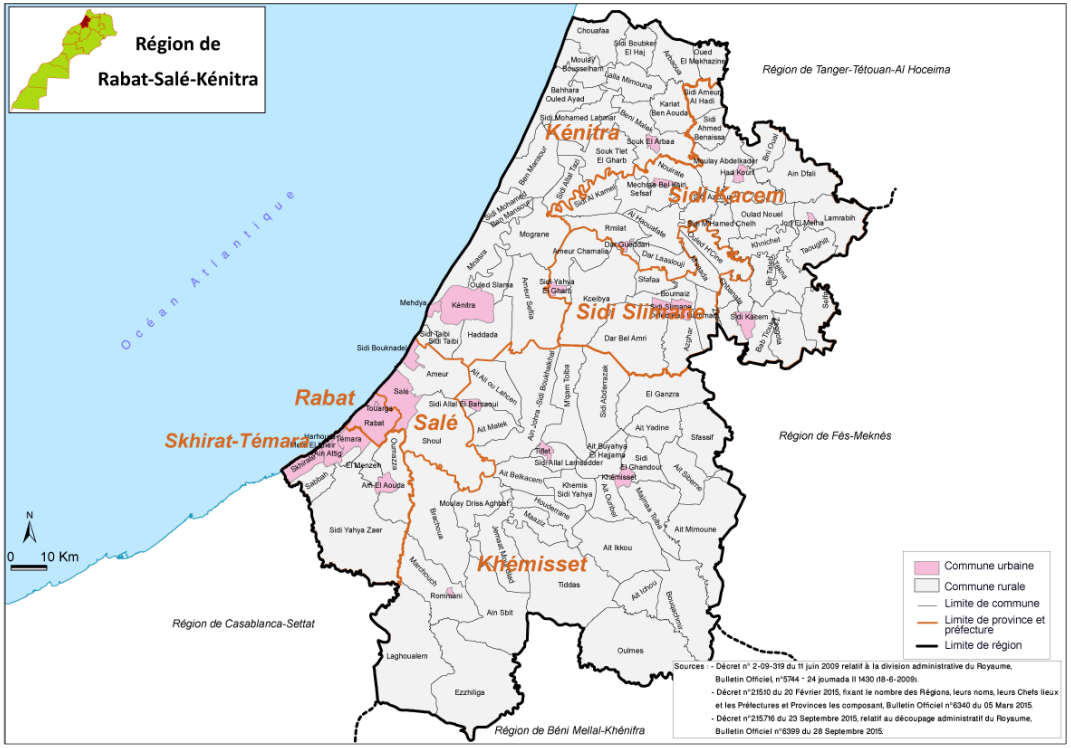
LDK CONSULTANTS

Introduction

- De par sa position administrative et son poids démographique et économique, notamment le long du littoral atlantique, la région RSK, connait depuis plusieurs décennies une forte attractivité, mettant en danger ses riches potentialités écologiques, patrimoniales et culturelles.

- Face à cette situation, les pouvoirs publics ont initié plusieurs programmes nationaux et locaux, de surveillance, de contrôle ou d'aménagement, visant à préserver le littoral, mais qui restent néanmoins à caractère sectoriel, ne permettant pas une utilisation et une gestion rationnelle des territoires littoraux très vulnérables;

- La GIZC est une nouvelle méthode de gouvernance pour obtenir une intégration d'objectifs et d'enjeux complexes avec un nombre illimité d'acteurs. C'est aussi un processus interactif, càd une succession d'étapes à travers lesquelles des acteurs nombreux n'ayant pas le même intérêt et agissant à différentes échelles, mais confrontés à un même problème, vont progressivement construire une vision commune de la réalité, se fixer des objectifs et adopter des solutions puis les concrétiser collectivement.



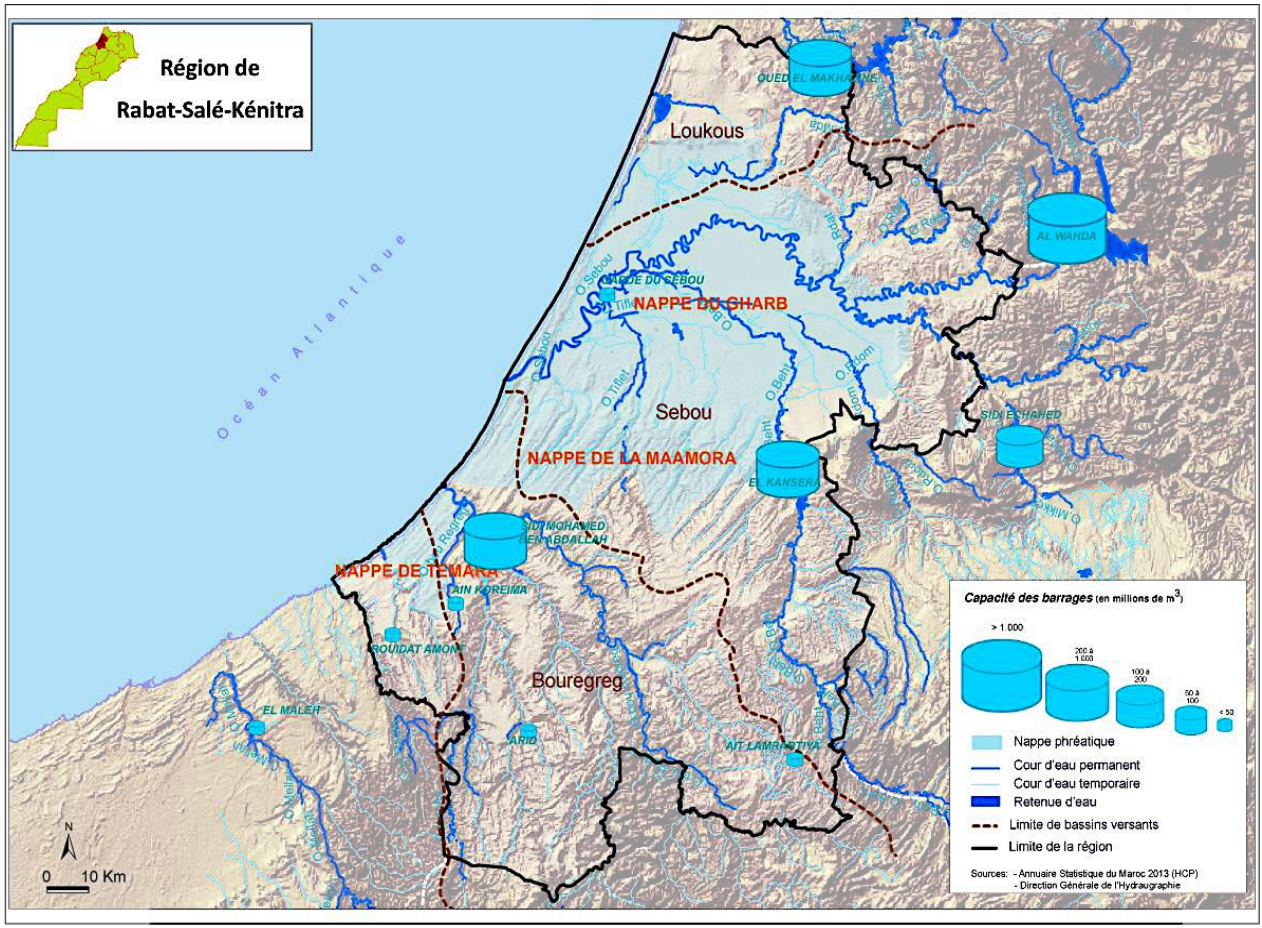
- Trois préfectures : Rabat, Salé et Skhirate-Témara et quatre provinces : Kénitra, Khémisset, Sidi Kacem et Sidi Slimane.
- 114 communes dont 23 urbaines et 91 rurales .

LDK CONSULTANTS

Potentialités et ressources naturelles du littoral de la Région RSK

Ressources en eau

- Potentiel en eaux de surface: environ 4,7 milliards de m^3.
- Potentiel en eaux souterraines: 1milliard m^3.
- 3 nappes importantes: Gharb, Mamora et Temara
- 2 Grands barrages: SMBA et Al Kansra + plusieurs barrages collinaires.



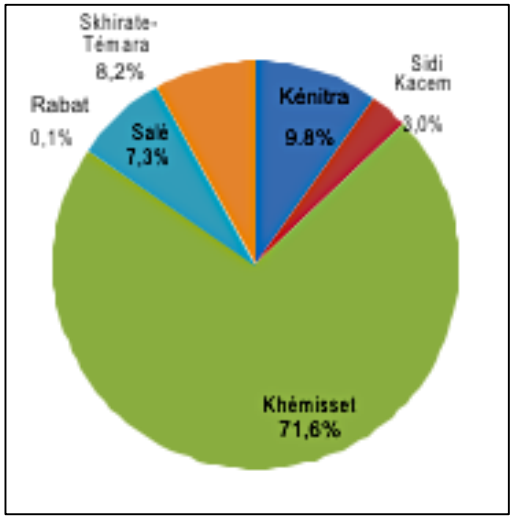
LDK CONSULTANTS

Potentialités et ressources naturelles du littoral de la Région RSK

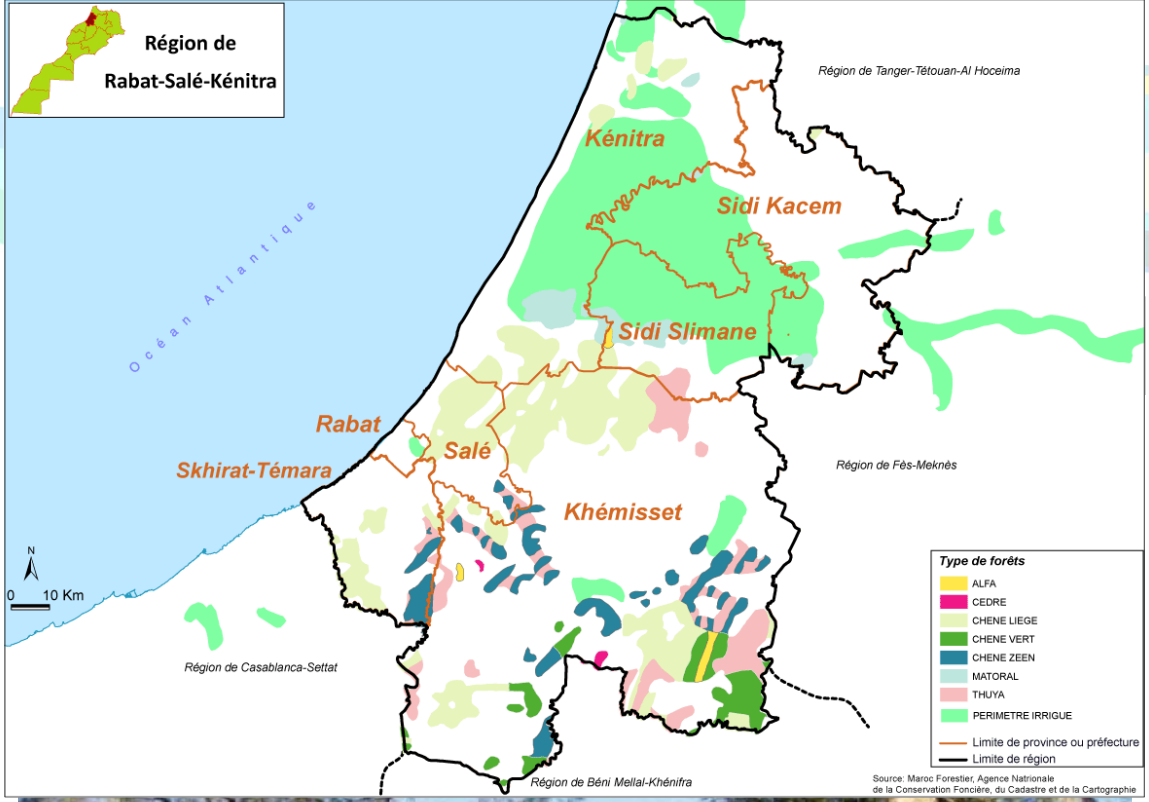
Biodiversité et aires protégées

Les forêts

superficie de 351.290 hectares
70%: Maamora



Superficies des essences forestières naturelles par province et préfecture



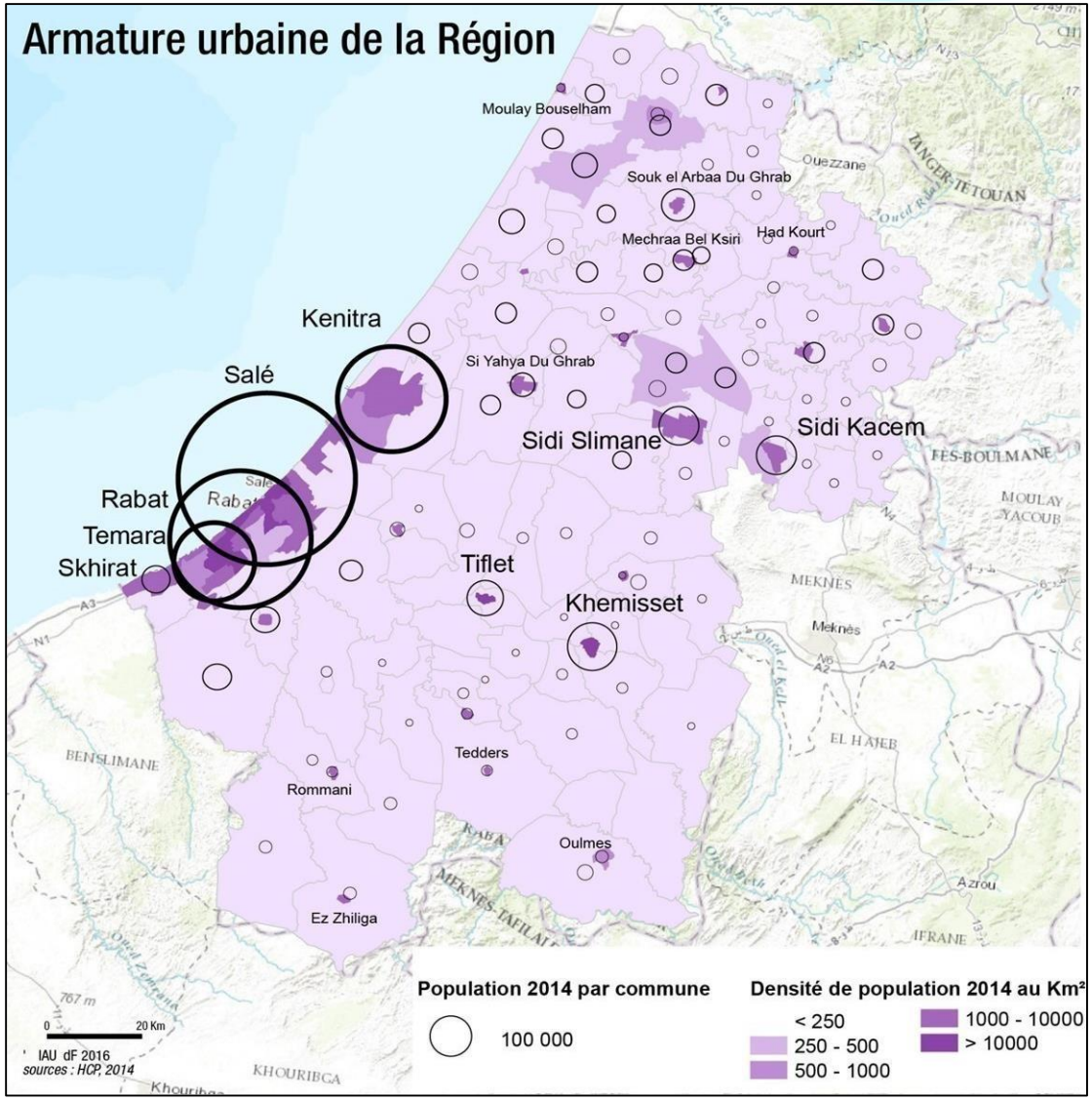
LDK CONSULTANTS

Patrimoine culturel et historique

- La ville de Rabat et ses sites classés par l'UNESCO : La médina andalouse, les remparts, la nécropole du Chellah, la Kasbah des Oudayas, l'architecture et l'urbanisme du 20ème siècle, le quartier des habous… ;
- La médina de Salé et ses murailles, ses portes et bordjs, sa médersa mérinide, ses zaouias et mausolées;
- Les sites archéologiques de Thamusida, Banassa, Rhya, la Kasba de Mehdia, les grottes de Harhoura et Dar essoltane…;
- Les musées et notamment : Musée Mohammed VI d'Art Moderne, Musée Archéologique, Musée des Oudayas, Musée Ethnographique Belghazi…;
- Un savoir-faire artisanal : notamment dans les métiers du tissage traditionnel, de la menuiserie d'art, de la poterie et céramique, …

COMPOSANTE SOCIO-ECONOMIQUE

Population et Urbanisation



- La région RSK compte 4,581 millions d'habitants, ce qui la classe en 2ème place après la région de Casablanca-Settat.
- Le littoral (Province de Kénitra et Préfectures de Rabat, Salé et Skhirat-Témara) concentre à lui seul 3,2 millions d'habitants, soit 70% de la population de la Région.
- L'axe Kénitra-Témara, concentrant plus de 70% de la population urbaine de la Région.
- Taux d'urbanisation élevé: 73,6% surtout sur la bande côtière.

Les secteurs productifs

Agriculture: Au vu des moyens disponibles (surface agricole utile, ressources hydriques, périmètre irrigué), la production et la productivité agricoles restent en deçà du potentiel de la Région.

Pêche: Ce secteur reste peu développé au niveau de la région malgré les potentialités existantes.
Le principal port de débarquement est celui de Kenitra-Mehdia, complété par plusieurs abris de pêche, qui jalonnent le littoral jusqu'à Skhirate-Témara.

Industrie: Forte polarisation de l'industrie le long de l'axe littoral Skhirate-Témara-Rabat-Salé-Kénitra :

- L'industrie chimique est portée à 56% par la préfecture de Rabat et 33% par celle de Skhirate-Témara.
- L'industrie textile est portée à 87% par Rabat- Salé-Témara (60% sur la préfecture de Salé).
- L'électrique et l'électronique est portée à 75% par la préfecture de Kénitra.
- L'industrie agroalimentaire est portée à 78% par les préfectures de Salé et de Kénitra (45% à Salé).

LDK CONSULTANTS

Les secteurs productifs

Le tourisme

Pôles et produits de développement touristique au niveau de la Région RSK

Préfectures de Rabat, Salé et Skhirat-Témara : 95,8 % de la capacité en lits ; 98,5 % des arrivées et 98,8 % des nuitées.

LDK CONSULTANTS

Les infrastructures de base

Transport

La Région dispose d'un réseau de transport aussi riche que diversifié (routes, autoroute, chemins de fer et ports). C'est un axe interrégional principal qui constitue un carrefour de passage où transitent presque toutes les communications nationales.

Equipements sociaux

Le littoral de la Région RSK est largement mieux doté en équipements sociaux par rapport à son arrière pays. C'est surtout la capitale Rabat qui concentre les établissements d'enseignement supérieur et de formation ou les grands établissements hospitaliers. Cette situation creuse encore plus les inégalités sociales et accentue l'exode des jeunes vers les villes côtières.

LDK CONSULTANTS

Les grands chantiers en cours eu en projet

Rabat Ville Lumière, Capitale marocaine de la Culture

Ce programme de développement quinquennal de la ville de Rabat (2014-2018), s'articule autour de sept principaux axes:

- la valorisation du patrimoine culturel et civilisationnel de la ville,
- la préservation des espaces verts et de l'environnement,
- l'amélioration de l'accès aux services et équipements sociaux de proximité
- le renforcement de la gouvernance,
- la requalification du tissu urbain,
- la consolidation et la modernisation des équipements de transport,
- la dynamisation des activités économiques et le renforcement des infrastructures routières.

LDK CONSULTANTS

Les grands chantiers en cours eu en projet

L’aménagement de la vallée du Bouregreg

Projet d’aménagement et de développement lancé en 2006. Il porte sur une superficie globale de 6.000 ha allant de l'estuaire du Bouregreg jusqu'au barrage "Sidi Mohammed Ben Abdellah" en amont sur une longueur de 17 km.

Parmi ses objectifs:

- la dépollution de la vallée et l'aménagement du territoire en vue d'en faire « un espace de prestige et de cohésion sociale, susceptible de créer des richesses et initier une politique de développement durable ».
- faciliter les échanges entre Rabat et Salé avec deux lignes de tramway, un nouveau pont et un tunnel de 1,5 km sous les murailles des Oudayas.
- Le projet baptisé «Bab Al Bahr» correspond à une cité de 35 ha comprenant des résidences, hôtels, commerces et musées y compris le Grand Théâtre de Rabat, le Musée d’Archéologie et des Sciences de la Terre, et une cité des arts et métiers.

Les grands chantiers en cours eu en projet

La Corniche de Rabat : Projet *Saphira*

Ce projet vise à contribuer à l'amélioration et à la valorisation du littoral atlantique de Rabat.

Attentes:

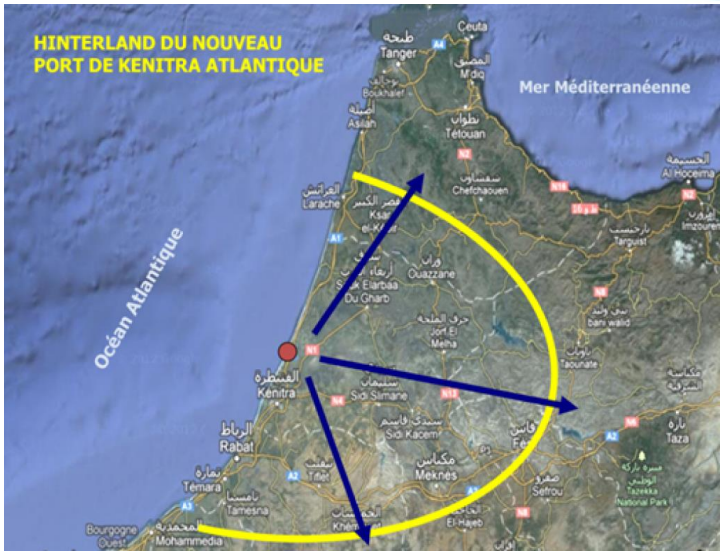
- Contribuer à la résorption de l'habitat insalubre des quartiers Yacoub Al Mansour et Akkari et,
- Dynamiser l'économie locale en générant de l'emplois dans les secteurs touristiques et hôteliers.
- L'investissement sur cette côte escarpée est subordonné à la réalisation d'importants travaux de confortement de la falaise et d'assainissement du littoral.

Les grands chantiers en cours eu en projet

Le port Kénitra-Atlantique et la zone franche de Kénitra

Le port sera implanté à 24 km au nord de l'embouchure de l'oued Sebou.

Le trafic prévu pour ce projet portuaire est de 6 millions de tonnes à l'horizon 2020 et 7,6 millions de tonnes en 2030, selon les prévisions du ministère de l'Equipement



Source: CRI de Kénitra
La nouvelle filiale de MedZ devra gérer la plateforme industrielle intégrée de Kénitra. Baptisé Atlantic free zone, ce parc industriel s'étend sur une superficie de 3,5 millions de m2, divisés en deux zones (franche et libre)

C'est une Plateforme Industrielle Intégrée créée en 2010 sur une superficie globale de 345 ha, à 12 km de Kenitra. C'est un projet qui offre des espaces d'accueil aux investisseurs opérant dans le secteur automobile (Peugeat PSA).

LDK CONSULTANTS

Les grands chantiers en cours eu en projet

Le projet de “Mehdia ville durable”

- Basé à 5 km de la station balnéaire de Mehdia, ce projet s’étend sur 8 km en front de mer et sur une superficie de près de 400 ha.
- Objectif : développement d’une cité bénéficiant des technologies vertes les plus avancées en matière d’optimisation énergétique et d’écoconstruction.
- Le schéma d’aménagement comprend cinq grands ensembles :
  - Un centre dédié à la recherche médicale
  - Un golf de 50 hectares ;
  - La construction de 500 villas, des immeubles et un hôtel 5 étoiles en front de mer.
  - Une zone regroupant commerces et services avec un centre des congrès, un mall, une marina, des plateaux bureaux, une promenade urbaine le long du littoral...

Maquette du projet Mehdia sustainable city
(Source : L’Economiste)

LDK CONSULTANTS

CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Les risques naturels

Les inondations continentales et marines

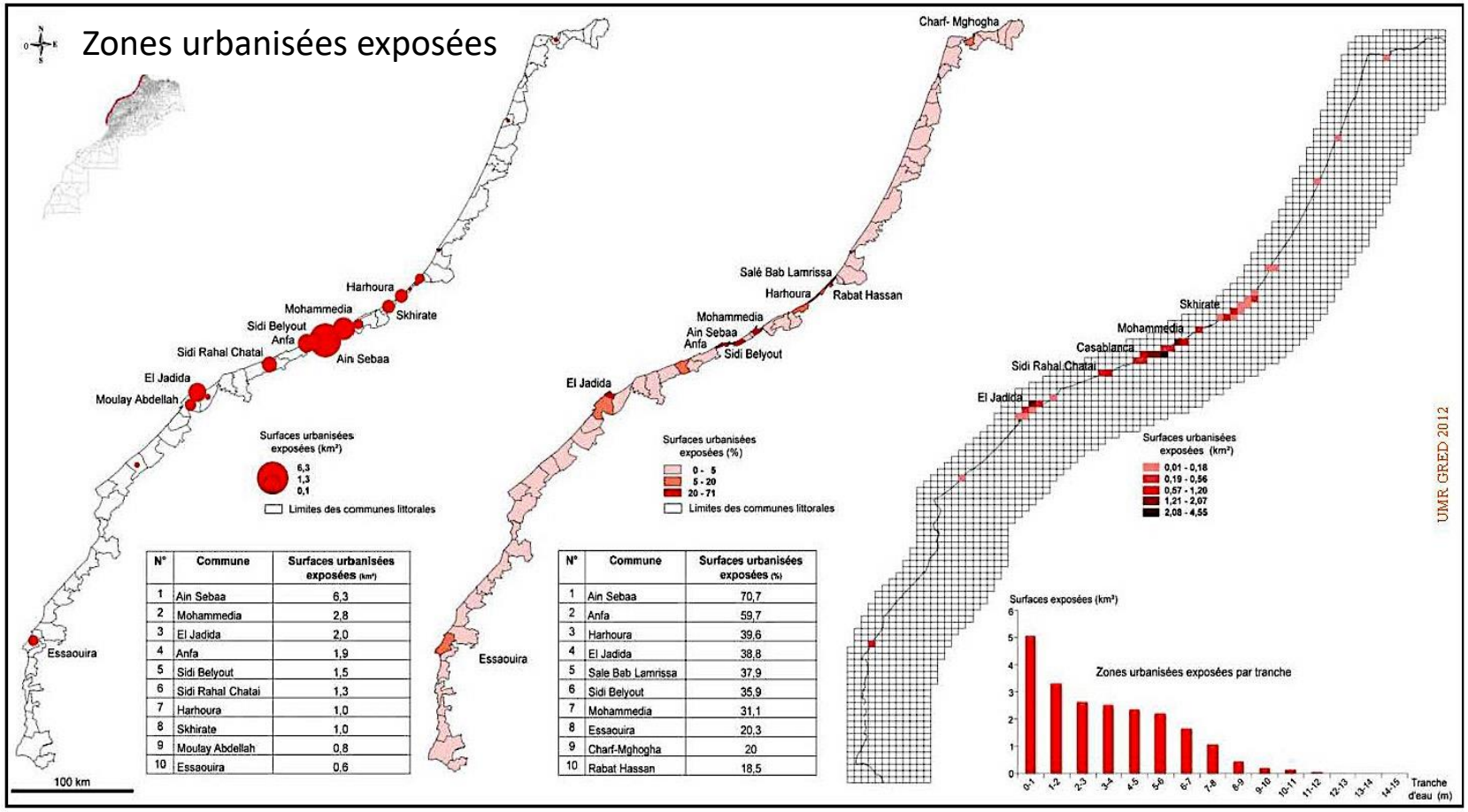
- Le Programme national de prévention des inondations (PNPI), avait déjà recensé en 2002 une trentaine de sites vulnérables aux inondations continentales dans la Région RSK, notamment dans la plaine côtière du Sebou.
- Les crues majeures du Sebou et de ses affluents (1941, 1950, 1963, 1973, 1989, 1996 2002, 2009, 2010) ont occasionné des dégâts significatifs aux cultures, à l'élevage et aux équipements avec des conséquences très lourdes sur l'économie.

Date	H max (m)	Période (s)	Direction
08/01/1996	12.00	-	-
06/02/2002	11.25	15.6s	347.3°
14/11/2002	11.52	11.7s	331.9°
27/12/2002	10.04	14.4s	324.8°
11/03/2003	11.14	19.3s	324.8°
13/04/2003	11.28	14.0s	313.6°
19/01/2005	12.00	17.0s	330.0°
04/01/2008	15.85	18.8s	320.0°
07/01/2014	13.62	21.6s	320.0°

Les risques naturels

Le risque de tsunami

La zone côtière de la Région est exposée au risque de ce risque, en raison de sa population dense et de son taux d'urbanisation côtière



N°	Commune	Surfaces urbanisées exposées (km²)
1	Ain Sebaa	6,3
2	Mohammedia	2,8
3	El Jadida	2,0
4	Anfa	1,9
5	Sidi Belyout	1,5
6	Sidi Rahal Chatai	1,3
7	Harhoura	1,0
8	Skhirate	1,0
9	Moulay Abdellah	0,8
10	Essaouira	0,6

N°	Commune	Surfaces urbanisées exposées (%)
1	Ain Sebaa	70,7
2	Anfa	59,7
3	Harhoura	39,6
4	El Jadida	38,8
5	Sale Bab Lamrissa	37,9
6	Sidi Belyout	35,9
7	Mohammedia	31,1
8	Essaouira	20,3
9	Charf-Mghogha	20
10	Rabat Hassan	18,5

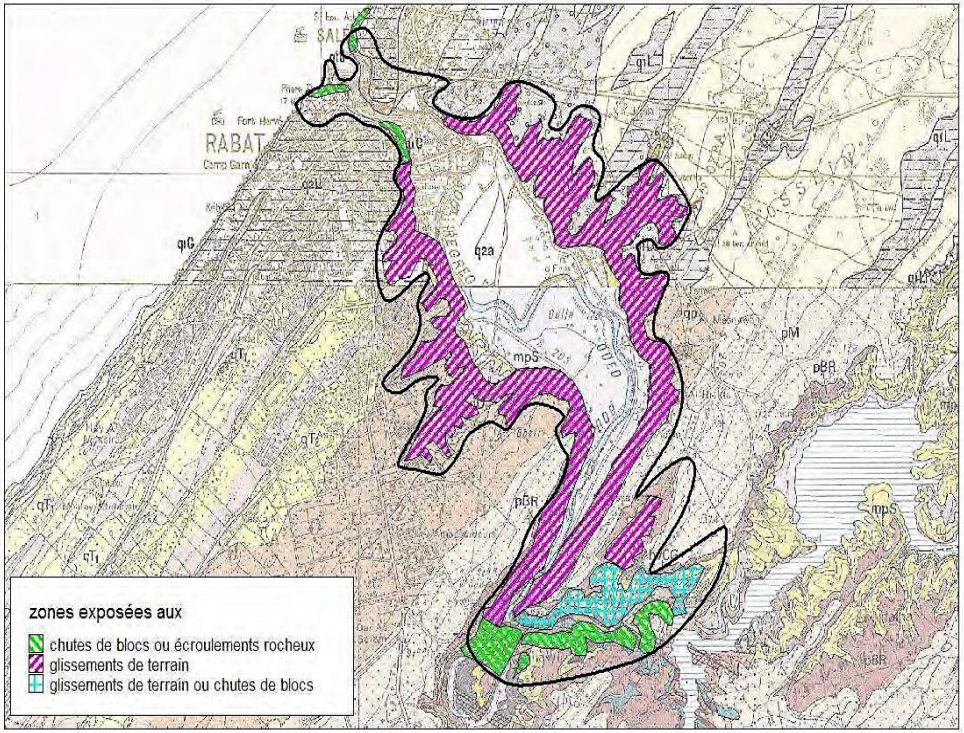
Indicateurs d'exposition humaine (a), d'exposition urbaine (b) et d'exposition industrielle (c) à la submersion marine par tsunami (scénario type 1755) (Mellas et al., 2012).

Les risques naturels

Risque d'érosion et de glissement de terrain

- **Les versants** de la vallée du Bouregreg, constitués de marnes sableuses et de molasses, associées à de fortes pentes (supérieures à 30% voire 50%), sont des zones à risque de glissement de terrains en période de pluies, en raison de la saturation des sols.

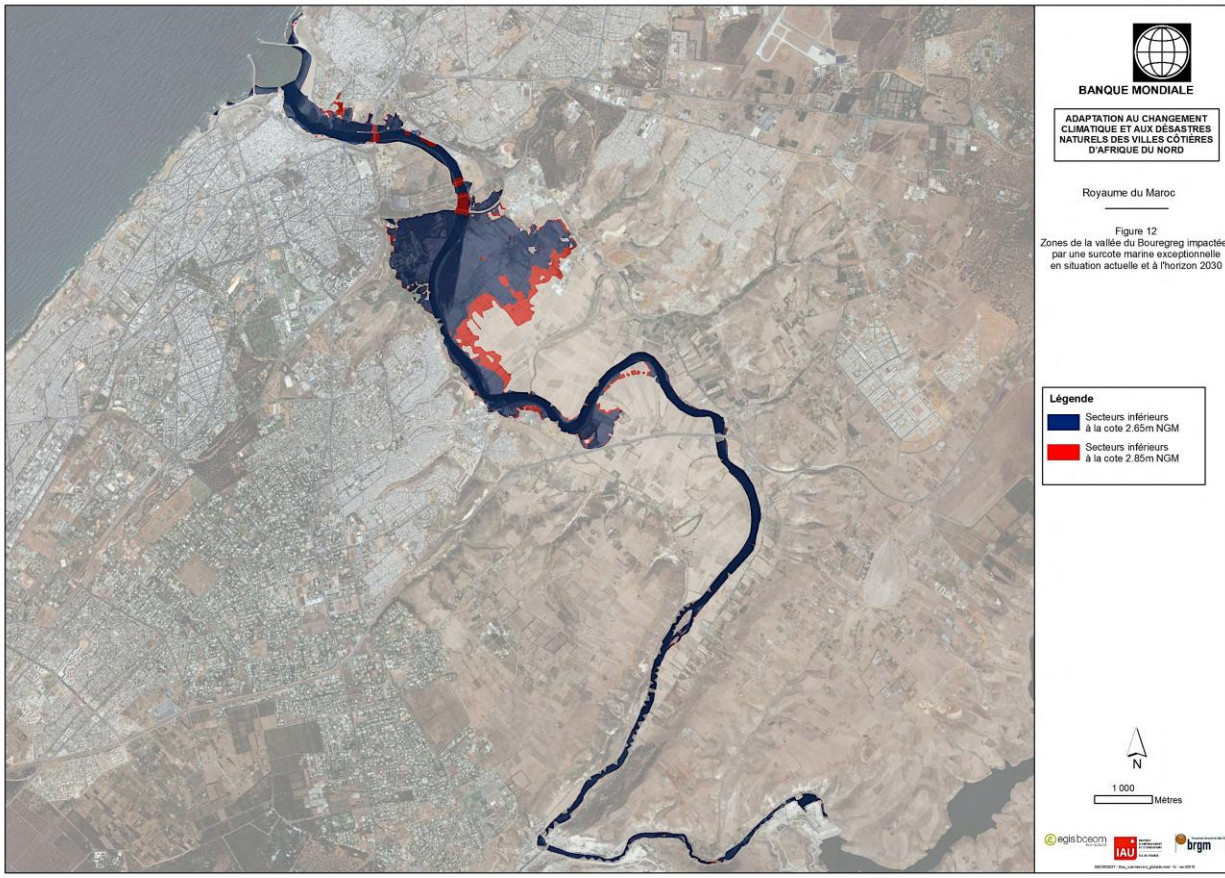
- **Les côtes sableuses** de la région sont fortement exposées à l'érosion (ex: Les plages de Mehdia et Sidi Boughaba .
- **Les falaises**, notamment celles qui longent certains secteurs littoraux de la façade atlantique, montrent des entailles et éboulements de blocs, qui ont déjà entrainé un recul important du trait de côte à certains endroits



LDK CONSULTANTS

Risques liés au changement climatique

- Projections futures à l'horizon 2030 (2021-2050) par rapport à la période de référence (1961-2000)
- La température annuelle à Rabat augmente à l'horizon 2030 de 1 à 1.3 °C, et les cumuls pluviométriques diminuent de 14 à 29% en hiver, de 3 à 37% en automne et de 5 à 18 % à l'échelle annuelle. Ces projections risquent d'aggraver la situation de stress hydrique dans la Région.
- Accroissement du débit de pointe de la crue centennale en aval du barrage SMBA de l'ordre de 17%.



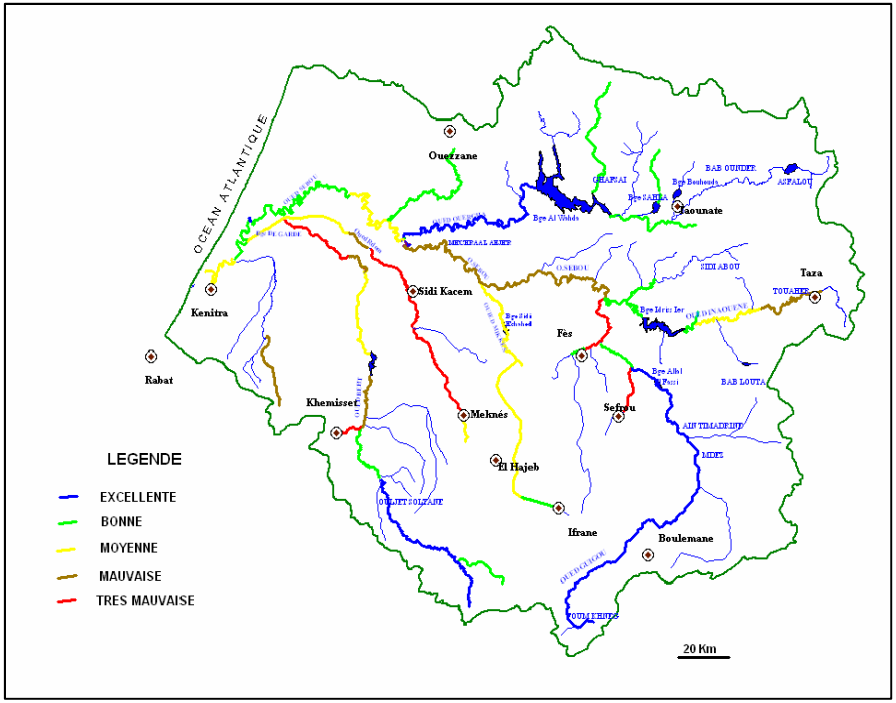
Zones de la vallée du Bouregreg impactées par une surcôte marine exceptionnelle en situation actuelle et à l'horizon 2030 (Banque Mondiale, 2012)

LDK CONSULTANTS

Les risques anthropiques

Rejets liquides et pollution des eaux

- L'embouchure de l'oued Sebou draine tous les rejets domestiques, industriels et agricoles des villes de Fès, de Meknès, de Sidi Kacem, de Sidi Slimane et de Kenitra.
- 90 % des eaux usées collectées par les réseaux d'assainissement sur la bande littorale sont directement rejetés en mer, générant une pollution visuelle, avec des impacts multiples sur : la santé humaine, la faune et la flore, la qualité des plages et des eaux de baignade, et les activités touristiques.
- En termes de rejets liquides, la ville de Rabat rejette 47% des quantités produites par la Région RSZZ, Salé 38% et Témara 10%.



Etat de la qualité des eaux de surface dans le bassin du Sebou (Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, 2011)

LDK CONSULTANTS

Les risques anthropiques

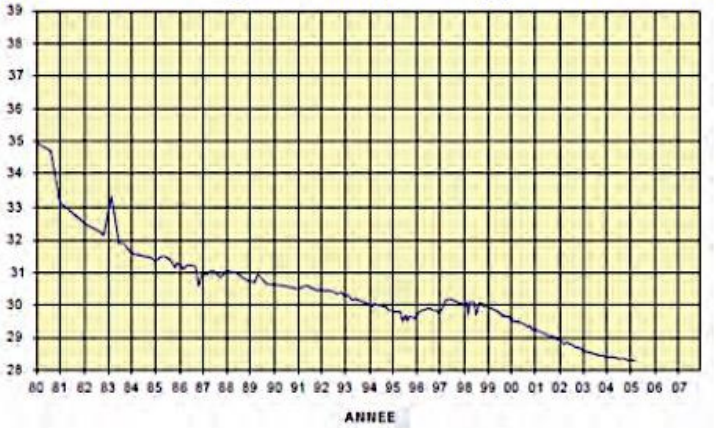
Pollution des eaux souterraines

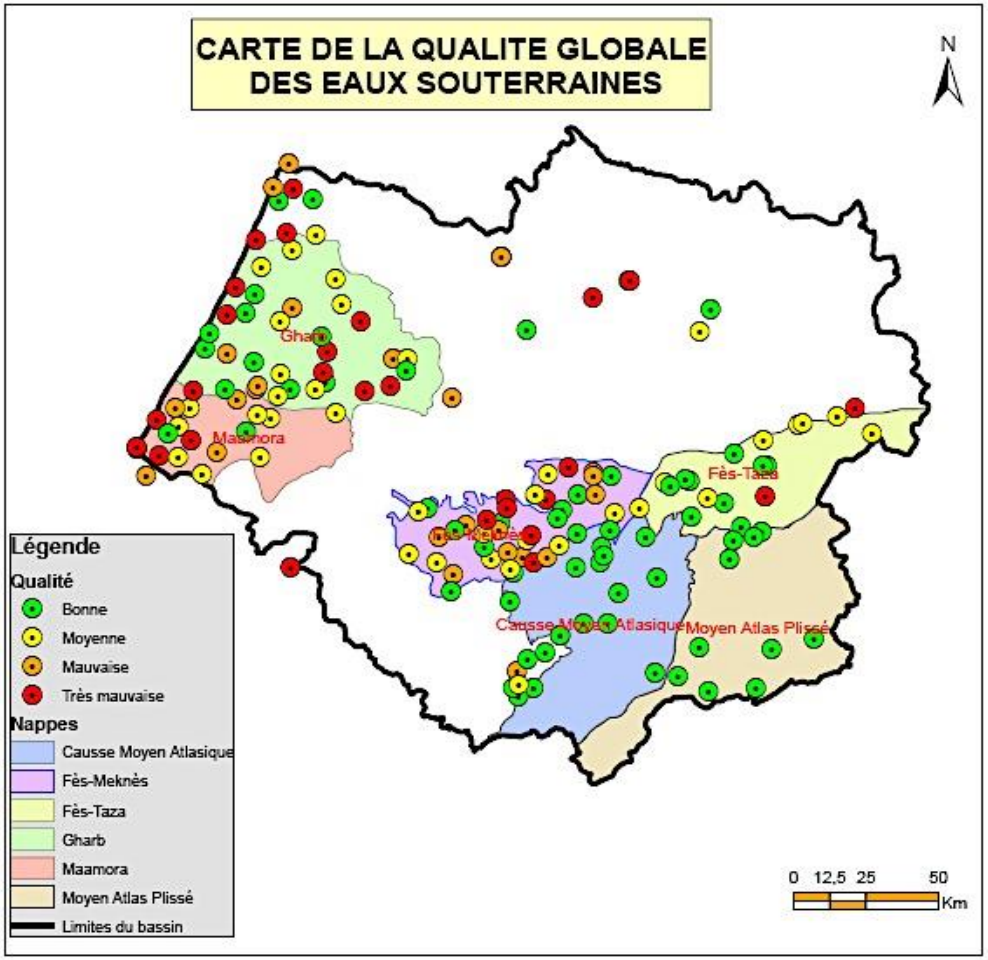
Pollution des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines est localement fortement impactée par les pollutions d'origine agricole (engrais, pesticides) et les rejets des eaux usées domestiques dans des puits perdus.

Environ 53% des points d'eau surveillés présentent une qualité dégradée.

Figure 50: Evolution piézométrique de nappe de la Maâmora





Qualité des eaux souterraines dans le bassin du Sebou (Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, 2011)

Pressions et Impacts sur les écosystèmes

Pressions:

Pression foncière de l'urbanisation, consommation de l'espace, mitage, surexploitation des ressources naturelles (halieutiques, bois, sable, …), fréquentation abusive, surpâturage…

Exemples d'impacts

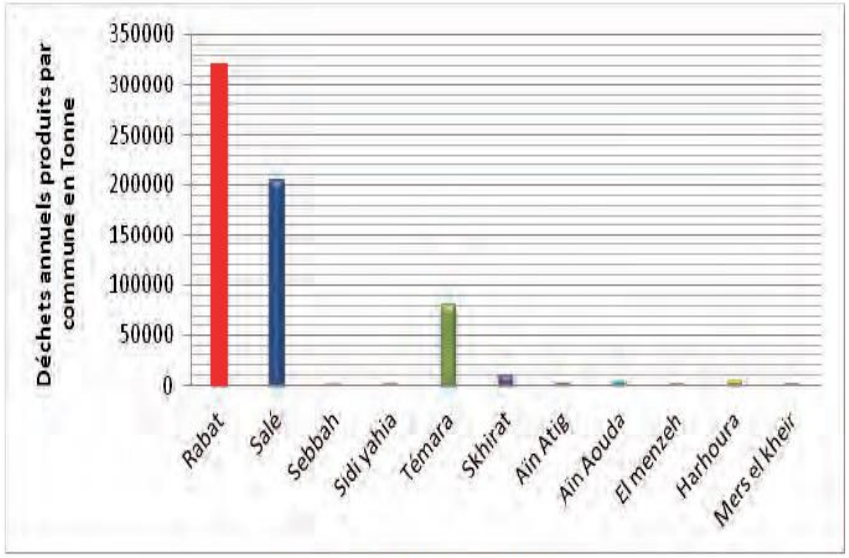
- L'aménagement d'une plage au sud du lac de Sidi Boughaba a déstabilisé le cordon dunaire et entraîné un ensablement des terres agricoles avoisinantes, de la route, mais aussi du lac, qui perd chaque année un hectare et qui risque de disparaître dans un siècle.
- La forêt de la Mamora a perdu plus de 100ha depuis plus de 50 ans, au profit des besoins urbains et d'infrastructures.
- La ceinture verte de Rabat-Témara la surface a déjà reculé de 1920 ha en 1971 à 1186 ha en 2016.

Les risques anthropiques

Les déchets solides

- Production de déchets essentiellement ménagers et assimilés.
- Selon les statistiques de 2015, la production des déchets ménagers urbains est de 910 673 T/an.
- La quantité des déchets industriels dangereux pour la région RSK selon l'ancien découpage territorial et selon les statistiques de 2013 est de 14 518 T/an.
- Les déchets médicaux et pharmaceutiques sont en majeure partie générés au niveau de l'agglomération de Rabat-Salé-Témara.
- Le conseil de la Région a signé deux conventions pour la construction et l'équipement d'un centre de tri et de valorisation des déchets solides dans la commune de Bouknadel.

Figure 30: Déchets annuels produits par commune pour les préfectures de Rabat, Salé, Skhirat-Témar

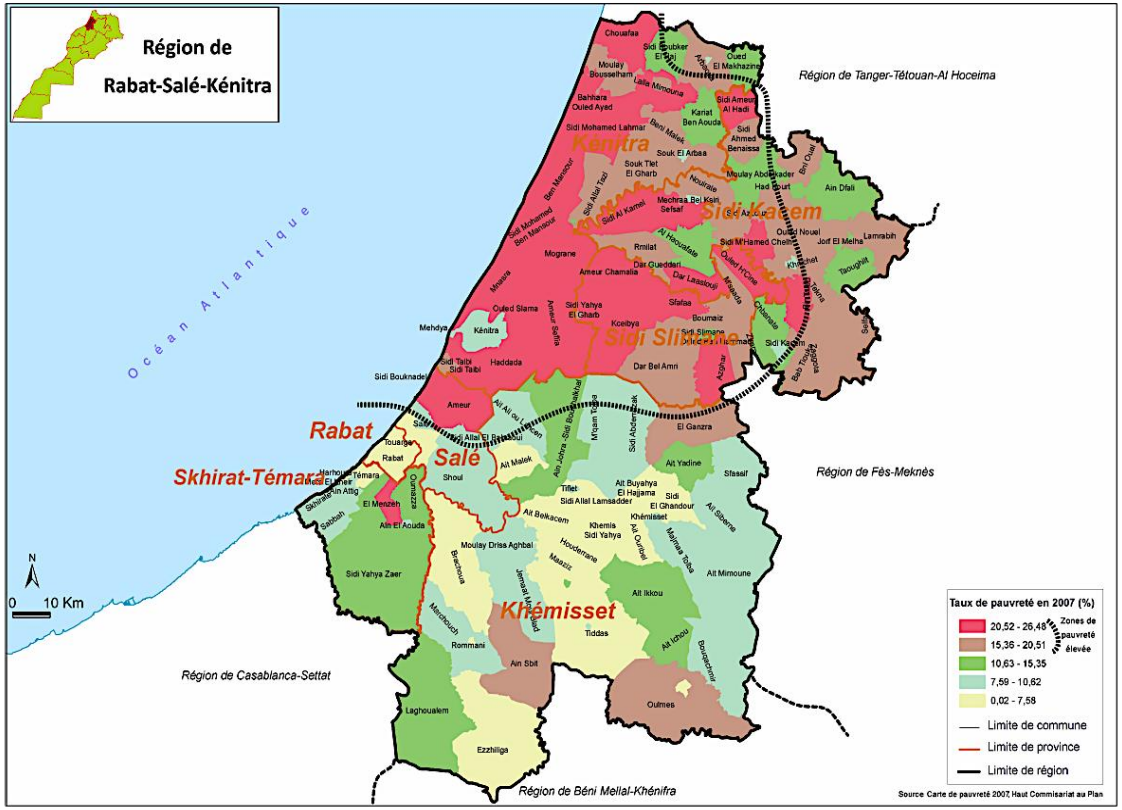


Source : Société Pizzorno, 2009

Les contraintes socio-économiques

La pauvreté

L'analyse spatiale de la pauvreté au niveau des communes littorales révèle que le taux de pauvreté le plus faible (0,5%) est enregistré au niveau de la municipalité de l'arrondissement Agdal Riyad à Rabat, alors que le taux le plus élevé (26.48%) est enregistré dans la commune rurale de Sidi Bouknadel dans la province de Kénitra



Taux de pauvreté en 2007 (Source : Monographie de la Région Rabat Salé Kenitra, 2015)

Les contraintes socio-économiques

Bidonvilles et habitat sommaire

- Selon les derniers chiffres du RGPH de 2014, le pourcentage des ménages en milieu urbain occupant des bidonvilles ou un habitat sommaire au niveau de la Région est de 5,9% ce qui correspondrait à une population urbaine d'environ 60.000 ménages.

- Programme "*Villes Sans Bidonvilles":* les villes littorales de la Région visées par le programme mais non encore déclarées sans bidonvilles sont : Ain Atiq, Kénitra, Rabat, Salé et Témara.

Les contraintes socio-économiques

Autres indicateurs socio-économiques

- Forte population inactive qui avoisine 1,8 million de personnes avec un taux d'activité de 46,4%;
- Faible taux de contribution de la femme dans le marché de l'emploi qui est de 25,1% contre plus de 69% pour les hommes;
- PDR: Près d'un actif sur deux est employé dans les services (48,9%). Le secteur agricole pèse de 32,1% dans l'emploi régional. L'industrie est peu génératrice d'emplois occupant 10% des actifs;
- Le taux d'analphabétisme est important : 28% de la population de 10 ans et plus en 2014, avec 38% de femmes et 50% de ruraux.

POLITIQUES ET EFFORTS DEPLOYES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DU LITTORAL DE LA REGION RSK

En matière d'assainissement liquide

- La Région dispose de 10 STEPs : Skhirate, Dar Gueddari, Had Kourt, Mechraa Bel Ksiri, Sidi Kacem, Sidi Yahya El Gharb, Khemisset, Sidi Abderrazak, Sidi Yahya Zaer. Le taux de raccordement à la fin de 2015 était de 91%, et le taux de dépollution de 34% avec émissaire et de 8% sans émissaire.
- Les nouvelles stations de prétraitement des eaux usées sont un maillon important du système de dépollution du littoral. Celles que Redal a réalisé (Rabat et Skrirat ou en cours de réalisation (Salé), permettront de supprimer tous les rejets d'eaux usées directs et de dépolluer ainsi le littoral atlantique et la vallée du Bouregreg pour les agglomérations de Rabat, Salé, Témara, Harhoura et Ain Attiq.

LDK CONSULTANTS

En matière d’assainissement solide

Depuis juin 2011, le centre de tri mécanisé de déchets installé à Oum Azza reçoit les déchets des villes de Rabat, Salé et Témara.

La couverture de collecte atteint 100 % à Rabat, mais quelques secteurs enregistrent des taux faibles dans les quartiers périphériques d’habitats informels et dans les bidonvilles (Salé, Skhirat-Témara) où la configuration des tissus urbains rend difficile une collecte régulière et efficace, faute de moyens techniques adaptés.

En matière de risques naturels

Plan national de protection contre les inondations mis en place en 2002 et actualisé en 2017.

Plan directeur de protection et de gestion du bassin du Sebou contre les inondations a été initié par le secrétariat d'État chargé de l'Eau en collaboration avec l'Agence coréenne de coopération internationale avec pour objectifs: l'amélioration du système de gestion des retenues de barrages, la mise en place d'un système de prévention et d'alerte aux crues dans le bassin ainsi que l'amélioration législative et l'élaboration des normes.

En matière de Développement Humain

Le Programme de *lutte contre la pauvreté en milieu rural* qui cible les communes rurales dont le taux de pauvreté est inférieur à 14%. Les communes ciblées dans le littoral de la région RSK dans le programme 2011-2015 sont : 1 commune dans la préfecture de Salé, deux communes dans la province de Skhirate-Témara et 17 communes dans la province de Kénitra.

Le Programme de *lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain*. Au niveau des provinces littorales de la Région RSK, les quartiers ciblés sont au nombre de: 15 à Rabat, 17 à Salé, 17 dans la province de Skhirate- Témara et 14 dans la province de Kénitra.

Le Programme de *lutte contre la précarité* au profit de 10 catégories sociales en situation précaire notamment les jeunes sans abri, les enfants de rue, les personnes âgées démunies…

Par ailleurs, quatre programmes principaux ont été mis en place pour résorber les déficits cumulés concernant le logement :

Le Programme *Villes sans Bidonvilles* (VSB). Il concerne, entre autres, 9000 ménages à Rabat, 9000 ménages à Kénitra et 18000 à Témara. A Rabat, 3000 ménages sont entrain d'être relogés (attribution de logements) et 6000 recasés (attribution de lots). Mais à Témara, la réalisation de ce programme rencontre de nombreuses difficultés majeures.

Le Programme *Habitat Menaçant Ruine* *(HMR)* concerne les anciennes médinas de Rabat et de Salé. L'objectif est de conforter les habitations dégradées et reloger les habitants des maisons ruinées. Actuellement un recensement de mise à jour est réalisé afin de catégoriser les logements (à démolir ou à renforcer).

LDK CONSULTANTS

ANALYSE SWOT (AFOM) DU LITTORAL DE LA REGION RSK

L'objectif est de mettre en évidence, sur ce territoire, les forces et les potentialités, les problèmes et les faiblesses, les attentes des personnes, les enjeux économiques, environnementaux, et sociaux … ; mais aussi les causes des dysfonctionnements et surtout des axes d'amélioration et de progrès. Ce processus doit être éminemment participatif et s'inscrire dans une démarche de développement durable.

Analyse SWOT de la composante Environnement

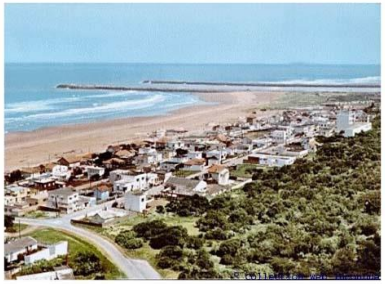
Analyse SWOT de la composante socio-économique

Analyse SWOT de la composante Gouvernance

Analyse SWOT de l'Environnement

Atouts/Forces

- Un climat tempéré favorable, facteur d'attractivité du territoire en toutes saisons.
- Une biodiversité remarquable et une grande diversité de milieux naturels offrant de nombreux biens et services.
- Un important patrimoine historique et culturel.
- Des ressources en eau importantes et 2 agences de bassin qui centralisent l'évaluation, la planification, la gestion et la protection des ressources en eau à l'échelle des 2 bassins du Sebou et du Bouregreg.
- De fortes potentialités touristiques avec une forte attractivité pour les zones littorales.
- Une concentration de nombreuses institutions œuvrant dans le domaine de l'environnement.



Faiblesses

- Des ressources en eau vulnérables avec une augmentation significative des besoins attendue à l'horizon 2030.
- Insuffisances importantes en matière d'assainissement liquide et solide aussi bien dans les zones urbaines que les zones rurales.
- Occupation des zones à risque : plaines alluviales et côtières, versants instables, falaises côtières…
- Faible valorisation et faible conservation du patrimoine culturel et écologique
- Dégradation des écosystèmes (SIBEs côtiers et foêrts) et de la biodiversité et fragmentation des habitats.
- Forte vulnérabilité et faible résilience des franges littorales face au changement climatique.
- Exposition des côtes au déversement accidentel du fioul par les navires et aux activités de plaisance.
- Absence de planification spatiale maritime.
- Insuffisance de la connaissance du risque et de ses effets socio-économiques et sur les territoires.

Opportunités

- Elaboration du PDR de la Région RSK, des SRAT des deux anciennes régions, du SDAUL Sidi-Taïbi-Moulay Bouselham qui prennent tous en compte les enjeux environnementaux liés au littoral.
- Elaboration de plans d'aménagement et d'urbanisme dans les principales villes côtières.
- Lancement de l'appel d'offres du Schéma Régional du Littoral (SRL) qui déclinera les orientations du PNL dans la Région.
- Déclinaison du programme national de gestion des déchets ménagers et assimilés (PNDM) à l'échelle de la région RSK en Plans directeurs provinciaux.
- Elaboration de projets concernant la gestion intégrée du littoral (GIZC/PNL), la gestion intégrée de l'eau dans les bassins versants (GIRE), et la gestion intégrée des zones humides (GIZH), et qui peuvent déclencher une synergie favorable au développement durable du littoral.
- Intégration à l'amont des dimensions environnementales et sociales du littoral dans les plans d'aménagement (Plan Halieutis, Vision 2020 du tourisme, Plan Maroc Vert, Stratégie portuaire 2030, etc.).
- Mise en place d'une procédure réglementaire de prise en compte des risques naturels dans les nouveaux plans d'aménagement à l'échelle provinciale avec le projet du Code de l'Urbanisme.
- Lancement de l'étude d'élaboration du schéma directeur de valorisation du Domaine Public Maritime (DPM) à l'horizon 2035.

Menaces

- Risque de prééminence des investissements de développement du tourisme balnéaire aux dépends d'investissements en faveur de la protection et de l'aménagement durable du littoral.
- Poids important du secteur informel dans la surexploitation des ressources et l'exploitation illégale des côtes (Occupation de l'espace/plages, extraction de sable, de bois,…)
- La pollution par les industries concentrées sur le littoral, risque de s'amplifier en cas de retard de publication du texte d'application définissant les valeurs limites générales et spécifiques de rejets en mer.
- Impacts directs et indirects du changement climatique et des évènements extrêmes susceptibles d'affecter les ressources, la population, les infrastructures côtières et l'économie littorale.
- Risque de retard dans la mise en œuvre des textes d'application de la loi littoral 81-12 et de la mise en œuvre du PNL et du SRL.
- Difficultés à réduire les disparités entre les territoires urbains de la frange littorale et les espaces ruraux qui maintiendraient ces territoires à des niveaux de sous-équipements favorisant notamment la poursuite de l'exode vers les centres urbains littoraux mieux nantis.
- Retard dans l'homologation des nouveaux plans d'urbanisme de plusieurs villes et communes de l'agglomération de Rabat, Salé et d'autres communes côtières.

SWOT de la composante socio-économique

Atouts/Forces

- Une population littorale relativement active et instruite dans les centres urbains.
- Un territoire littoral bien desservi en réseaux de communication avec des centres urbains bien dotés en infrastructures de santé, et d'éducation, et un taux important d'accès aux services de base (raccordement au réseau d'électricité, d'eau potable, mode d'évacuation des eaux usées).
- Mise en place de cinq programmes dans le cadre de l'INDH : lutte contre la pauvreté en milieu rural, lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain, lutte contre la précarité, programme transversal et programme de mise à niveau territoriale, avec des déclinaisons ciblées dans la région RSK.
- Une forte vocation agricole dynamisée par le Plan Agricole Régional.
- Une offre importante en équipements culturels à Rabat qui continue à se renforcer notamment avec le Grand Théâtre.

Faiblesses

- Un littoral fortement urbanisé et densément peuplé notamment dans sa partie sud.
- De fortes disparités entre les territoires urbains, notamment entre les municipalités de Rabat et de Salé, et les zones rurales en termes de richesses, de niveaux d'équipements et d'infrastructures, et de services urbains à la population (eaux, assainissement, déchets…).
- RSK est la troisième région la plus touchée par le poids des bidonvilles et de l'habitat sommaire (en 2014).
- Un taux d'analphabétisme qui reste important : 28% de la population de 10 ans et plus en 2014, et notamment 38% des femmes et 50% des ruraux.
- Le taux de pauvreté relative est très fort dans les communes côtières du nord (ex-région du Gharb-Chrarda- Beni-Hssen).
- Le transport public urbain est peu organisé et de faible qualité que ce soit sur l'agglomération de Rabat-Salé ou celle de Kenitra, avec des problèmes de congestions routières.
- Activités de subsistance à rendement faible : Méthodes agricoles dépassées, techniques de pêche anciennes...
- Faible contribution du tourisme littoral dans l'économie régionale.
- Faible lien entre la recherche et les entreprises privées en matière de développement et d'innovation technologique.

Opportunités

- Réalisation du programme “Rabat Ville Lumière, Capitale Marocaine de la Culture” à travers la valorisation du patrimoine culturel et civilisationnel de la ville, la préservation des espaces verts et de l’environnement, l’amélioration de la gouvernance.
- Stratégie routière nationale avec le contournement de Rabat-Salé, une meilleure mobilité et la poursuite des investissements en faveur des routes rurales.
- Projet ferroviaire de la LGV Tanger-Casablanca et extension du réseau de tramway de Rabat-Salé.
- Stratégie portuaire nationale et mise en œuvre du nouveau port en eau profonde de Kénitra Atlantique ainsi que des aménagements ferroviaires et routiers de connexion avec les zones de développement économique associé et l’hinterland portuaire à l’horizon 2021.
- Un secteur industriel marqué par une filière automobile émergente et génératrice d’emplois.
- La région bénéficie pleinement des politiques nationales dans le domaine du logement et de la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale.

Menaces

- Risque de compromettre le potentiel de croissance par la non résorption des problèmes de foncier au niveau du littoral, de maîtrise de l'urbanisation et de la création d'emploi.
- Le creusement des déséquilibres territoriaux entre secteurs urbains de la frange littorale et espaces ruraux, en matière d'infrastructures et d'équipements sociaux, pourrait renforcer les flux migratoires et notamment l'exode rural.
- La densification des infrastructures de transport risque d'avoir des impacts négatifs sur les territoires traversés, non seulement en termes de nuisances et de pollutions, mais aussi en termes de fragmentation des écosystèmes naturels.
- Risque de développement anarchique de bidonvilles en périphérie des villes côtières suite à un exode rural qui resterait soutenu, ce qui accentuerait le déficit en équipements et en services urbains de base, générant un surplus de pollutions.
- Renforcement des inégalités selon le genre ou le milieu de résidence, pouvant nuire à l'élévation du niveau de vie général et favoriser les tensions internes.

Analyse SWOT de la gouvernance

Atouts/Forces

- Constitutionnalisation de l'environnement et du développement durable qui traduit la ferme volonté du Maroc en matière de politique environnementale.
- Important arsenal juridique en matière de protection de l'environnement dans ses différentes composantes (eau, urbanisme, carrières, pêche, forêts, déchets, biodiversité…), et en particulier la loi 81-12 sur le Littoral.
- Ratification de nombreuses conventions internationales pour la protection de l'environnement et particulièrement la Convention de Barcelone pour la Méditerranée et ses protocoles (GIZC, pollution tellurique, etc.).
- Acquisition d'une expérience certaine en matière de GIZC au Maroc, à la faveur de plusieurs projets (PAC Maroc, GIZC du littoral méditerranéen oriental, SMAP…).
- Création de la Commission Nationale de Gestion Intégrée du Littoral, facilitant l'implication des parties prenantes et l'intégration de leurs attentes et enjeux.

Faiblesses

- Multiplicité d'acteurs impliqués dans la gestion du littoral notamment les départements sectoriels, les communes et d'autres acteurs publics et privés.
- Absence d'une entité pouvant constituer un outil institutionnel d'intégration des acteurs sur le littoral et ainsi gérer les conflits d'usage; et manque de vision transversale et intégrée des spécificités et enjeux du littoral.
- Manque de coordination entre les acteurs œuvrant sur le littoral et ceux en charge des bassins versants adjacents d'une part et entre les gestionnaires de l'espace terrestre et ceux de l'espace maritime d'autre part.
- Faible appropriation de la "culture" de GIZC et du concept de durabilité par les acteurs locaux en charge du développement du territoire, les acteurs économiques, la population…
- Absence d'une stratégie nationale en matière de gestion des risques et notamment des risques côtiers.
- Insuffisance d'intégration des risques climatiques dans la planification territoriale.

Opportunités

- Conjonctures favorables et opportunes pour consolider la gouvernance en matière de gestion intégrée et de développement durable du littoral (Nouvelle Constitution, Charte nationale de l'environnement et du Développement Durable, PNL, RSL...).
- La loi 81-12 qui vient combler le vide juridique que connaissait le littoral marocain
- Le PNL, outil important doté de force de loi pour la protection et la valorisation du littoral.
- Lancement des premiers chantiers de la mise en œuvre de la SNDD incluant divers aspects en faveur d'une gestion intégrée du littoral, notamment à travers l'Axe stratégique 1 de l'Enjeu 5 (Améliorer la gestion durable du littoral).
- Plan d'action national pour la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, incluant l'objectif 14 sur la protection des océans.
- Opportunité d'harmonisation et de complémentarité en amont entre la Stratégie de Gestion Intégrée du Littoral en cours de finalisation par le Département de l'aménagement du territoire et le projet en cours du PNL et sa déclinaison régionale.
- L'adoption du décret relatif à la police de l'environnement fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la police de l'environnement.
- Développement de l'intérêt des bailleurs de fonds internationaux à accompagner les projets nationaux en matière de GIZC et de développement durable.

Menaces

- Retard dans la publication des décrets d'application, notamment de la loi 81-12 et la loi 27-13 relative à l'exploitation des carrières, pouvant compromettre les efforts déployés par ailleurs en matière de politique environnementale.
- La non clarification des rôles et responsabilités des nombreux acteurs qui opèrent au niveau du littoral risque de renforcer les conflits multiusages.
- Retard dans l'achèvement du processus de décentralisation compromettant la possibilité pour la Région de se doter d'outils de gouvernance, et des capacités techniques et financières nécessaires à la réalisation de ses objectifs en matière de développement de son territoire y compris le littoral.
- Risque d'incompatibilité ou d'incohérence en matière d'occupation du sol entre les stratégies et plans d'actions sectoriels et les politiques d'aménagement du territoire (SDAUL, futur RSL…).
- Défaillances dans la mise en application des systèmes de contrôle environnementaux (Police de l'environnement, cahiers de charges des EIE…)
- Difficulté de pérennisation de la « culture GIZC » et risque d'essoufflement des dynamiques enclenchées et de désengagement des acteurs.
- Insuffisance des moyens humains et financiers pour la mise en œuvre des mesures de protection, des procédures d'autorisation, des normes, des contrôles et sanctions.

Pour conclure…

Le diagnostic a mis en évidence les aspects majeurs de la zone littorale de la Région en termes d'"atouts", "faiblesses", "opportunités" et "menaces". Globalement, la situation de la zone se caractérise non pas par l'insuffisance des ressources naturelles et humaines, mais par la sous-valorisation et l'exploitation non contrôlée de ses ressources, la sous-utilisation du potentiel touristique et la mauvaise utilisation des ressources humaines. Face à cette situation et à ces faiblesses, la zone dispose d'opportunités remarquables qui résultent parfois de la nature, mais le plus souvent de l'action humaine.

Problématiques saillantes:

- Une macrocéphalie urbaine littorale et une extension démesurée de ses périphéries, sous-tendue par l'exode rural, dont la pression multiplie les déficits et les dysfonctionnements multiformes.
- Une dynamique économique en deçà des potentialités de la région marquée par de multiples activités de service et une insuffisance des activités de production.
- Un patrimoine naturel riche et diversifié mais vulnérable aux changements globaux, y compris climatiques.
- Un manque d'intégration, de coordination et de cohérence entre les programmes sectoriels de développement.

Propositions d'axes stratégiques

1. **Réduire les disparités territoriales en matière d'accès aux services de base : assainissement, éducation, santé…, entre la zone littorale urbaine et l'arrière-pays rural; mais aussi les disparités sociales entre hommes et femmes**

2. **Résorber l'habitat insalubre, source de dysfonctionnement multiformes de la conurbation littorale.**

3. **Réhabiliter et préserver les sites naturels de grande valeur écologique, ainsi que les sites historiques et culturels.**

4. **Tenir compte et anticiper les effets des risques côtiers aggravés par le changement climatique.**

5. **Promouvoir la recherche-innovation et le partenariat public-privé pour résorber le chômage des diplômés et marquer le passage d'un modèle économique de productivité à un modèle ciblant la qualité et la valeur ajoutée.**

6. **Promouvoir l'attractivité de l'arrière-pays rural pour un tourisme durable combinant les produits nature et culture (agrotourisme, écotourisme…)**

7. **Développer les connaissances sur le littoral et renforcer le suivi et la surveillance à l'aide des systèmes d'information géographiques.**

8. **Sur le plan de la gouvernance, doter la Région de moyens humains et financiers pour mettre en place un comité intersectoriel pouvant constituer un outil d'intégration des acteurs sur le littoral.**

Mécanisme de Soutien SWIM - Horizon 2020

Œuvrons pour une Méditerranée durable, Prenons soin de notre avenir.

Merci pour votre attention.

LDK CONSULTANTS · ACWUA · RAED · ACR+ · Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production · SEMIDE EMWIS · GLOBE ONE DIGITAL · Royal HaskoningDHV · MIO-ECSDE · milieu · umweltbundesamt · ATKINS